



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 04/10/2022

Reçu en préfecture le 04/10/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220927-2022_54-DE

DÉLIBÉRATION

2022/54

COUTS LAUREAT 2021

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 27 Septembre 2022 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-ST-MARTIN – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de ST-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller Municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – Mme Brigitte ROYER, Adjointe au Maire de BURBURE – M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – Mme Florence WOZNY, Conseillère départementale.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Jean-François THEREZ, Maire de FREVENT – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. André KUCHCINSKI, Conseiller départemental – M. Alexandre MALFAIT, conseiller départemental.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code général de la Fonction Publique ;

Vu la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 modifiée, modifiant certaines dispositions relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n° 2009-1732 du 30 décembre 2009 modifié, fixant les modalités transfert des missions et des ressources du Centre National de la Fonction Publique Territoriale à certains Centres de Gestion en application de l'article 22-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié, relatif au recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la délibération n° 2020/11 du 10 mars 2020 relative aux conditions de récupération et le paiement des coûts lauréats facturés au Centre de Gestion du Pas-de-Calais ;

Vu la convention générale régionale Hauts-de-France en date du 6 juin 2017 relative aux modalités de remboursement des coûts engendrés par l'organisation des concours et examens de catégorie C et de la filière médico-sociale de catégorie A et B ;

Monsieur le Président informe le Conseil d'Administration que, comme le précise l'article L 452-26 du Code Général de la Fonction Publique, les Centres de Gestion peuvent, par convention, organiser des concours et examens professionnels propres aux collectivités ou établissements non affiliés et ouvrir à ces derniers les concours et examens organisés pour les collectivités et établissements affiliés. Les collectivités et les établissements non affiliés remboursent aux Centres de Gestion la part des dépenses correspondantes effectuées à leur profit.

Il rappelle qu'en l'absence d'une convention passée en application de cet article, les collectivités et établissements qui nomment un candidat inscrit sur une liste d'aptitude établie par un Centre de Gestion auquel ils ne se sont pas affiliés, lui remboursent, pour chaque candidat nommé, une somme égale aux frais d'organisation du concours ou de l'examen rapporté au nombre de candidats déclarés aptes par le jury. Cette somme est communément appelée « coût lauréat ».

La loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994, puis la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 sont venues préciser et organiser le transfert de compétences des concours de catégories A et B (sauf A+) vers les Centres de Gestion. Ce transfert devant s'accompagner d'une compensation financière à hauteur des frais engagés, il est donc impossible de faire supporter aux collectivités et établissements le coût lauréat pour les concours et examens de catégories A et B. Ce principe a été confirmé par un arrêt du Tribunal administratif de Melun n° 0908690/6 en date du 07 juin 2012.

Cependant pour les concours et examens professionnels de la catégorie C et de la filière médico-sociale de catégories A et B ne relevant pas des dispositions précitées, il nous appartient de fixer pour chaque concours et examen professionnel le coût lauréat correspondant aux frais engagés par notre établissement. Il convient donc de les fixer comme suit :

Concours année 2021	Frais d'organisation du concours	Nombre de lauréats	Coût lauréat
Agent Territorial Spécialisé Principal de 2 ^{ème} Classe des Ecoles Maternelles	159 436.40€	43	3707.82€
Conseiller Socio-Educatif	39 827.29€	31	1 284.75€

Examens Professionnels année 2021	Frais d'organisation de l'examen professionnel	Nombre de lauréats	Coût lauréat
Adjoint Administratif Principal de 2 ^{ème} Classe	20 384.02€	58	351.45€
Agent de Maîtrise	52 157.08€	76	686.28€
Educateur de Jeunes Enfants de Classe Exceptionnelle	6 791.65€	8	848.96€

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ✕ *DECIDE* de fixer les coûts par lauréat des concours et examens professionnels pour l'année 2021, tel que proposé par son Président ;
- ✕ *AUTORISE* le Centre de Gestion à encaisser les recettes correspondantes.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIERE, le 27 septembre 2022

Le Président,

Joël DUQUENOY